

Chapitre I.2

Assurer la formation des militants

Voilà un premier thème qui sera, dans toutes nos activités, au cœur de notre lutte politique : former les militants révolutionnaires pour qu'ils apprennent à réfléchir, à penser leur action, à connaître son contexte politique, économique, social, culturel. Dès le Mouvement de Libération du Peuple (M.L.P.), puis à l'Union de la gauche Socialiste (U.G.S.) et au Parti Socialiste Unifié (P.S.U.), ce fut notre préoccupation première. Nous étions un certain nombre à venir du milieu étudiant, autre que celui de la majorité des militants, ouvriers formés dans le syndicalisme CGT ou CFTC, et souvent dans l'Action Catholique Ouvrière ou la Jeunesse Ouvrière Catholique.

Un premier texte illustre cette préoccupation, il est du 11 juin 1959, destiné à la Commission Féminine de la Fédération du Rhône de l'U.G.S.. Il est évidemment dépassé dans ses exemples, et il ne serait pas conçu de la même façon aujourd'hui, mais ce qui est important, c'est ce souci d'une formation que nous disions « scientifique » et « laïque » des militantes souvent venues de ce milieu chrétien. De l'URSS non plus on ne parlerait pas de la même façon, mais en 1959, on était encore en pleine guerre froide, et nos camarades de lutte étaient souvent les militants communistes, encore peu critiques vis-à-vis de l'évolution de l'URSS, malgré le rapport Khrouchtchev de 1956. Plus tard, on a aussi parlé souvent d'« autogestion » et on ne citerait plus dans le même sens les coopératives de production. Le texte témoigne des problèmes tels qu'ils se posaient en 1959, mais peut-être que l'exigence de réflexion et de formation reste très actuelle ! Et c'est aussi le constat qu'on faisait déjà des réunions « non-mixtes »... !

L'analyse est encore sommaire, inspirée par un marxisme encore peu approfondi ; la critique du

socialisme « utopique » oublie aussi de dire l'importance de l'utopie dans cette recherche intellectuelle elle-même, j'y reviendrai plus tard, mais tenir ce langage devant des militantes populaires, des ménagères, des ouvrières, était alors peu courant dans les partis politiques de gauche de cette époque... Maintenant ?

J.G., 06 mai 2021

COMMISSION FEMININE de l'UGS

NOTES SUR ...

REFLEXIONS SUR UNE METHODE D'ETUDE DES PROBLEMES POLITIQUES

La base d'un socialisme laïque

par

Jean GUICHARD

* * * PRIX : 100 fr. * * *

INTRODUCTION

Le seul but de ces réflexions initialement faites pour la journée d'études de la Commission Féminine du 10 MAI 1959, était de fixer, sans prétentions philosophiques, mais dans des buts essentiellement pratiques, quelques questions de méthode.

Il y a longtemps que ces questions de méthode sont négligées dans le mouvement ouvrier : soit parce qu'on ne s'en préoccupe guère (c'est encore le cas chez nous, à l'U.G.S.), soit parce qu'on ne les voit que sous l'angle dogmatique des 7 règles sacro-saintes du matérialisme dialectique et historique, telles que **Staline** les avait formulées dans un chapitre fameux de son « *Histoire du P.C.(b)* » (1). Voir les notes en fin de texte.

Or, dans l'un et l'autre cas, l'action politique perd de sa force et de son efficacité : sans méthode, elle s'égaré dans l'activisme au jour le jour et à la petite semaine, dans les débats confus et sans conclusions, où personne ne comprend ou n'interprète de la même façon, dans des perspectives vagues, dans des déclarations solennelles de Congrès auxquelles ensuite on peut donner, avec une apparence de raison, les interprétations les plus diverses, les plus passionnelles et les plus irréelles ; avec une méthode dogmatique et figée, on en arrive au contraire à se raidir sur des positions depuis longtemps dépassées par l'histoire, on se condamne à ne plus comprendre l'évolution de la réalité : on tombe dans le cercle vicieux où l'on ne comprend plus parce que dogmatique et où l'on devient encore plus dogmatique et sectaire parce que l'on s'attache d'autant plus à un passé auquel on tient que l'on a l'impression de ne plus en retrouver la trace dans le présent (parce que l'on est figé sur une méthode dogmatique, etc.).

Ainsi balancés entre un dogmatisme irréel et un activisme opportuniste, on comprend que l'action politique devienne décourageante et ne fasse guère avancer vers le socialisme : il lui manque l'instrument, l'outil pour mordre sur la réalité ; elle est comme un enfant de deux ans qui mourrait de faim à côté de son biberon parce qu'il n'a pas de tétine, ou comme un horloger qui voudrait travailler une montre en or avec une presse de deux tonnes. Tel est donc le but : quelques réflexions pour l'acquisition d'une méthode d'action et de réflexion. Cela peut se traduire autrement : peut-on, et comment, mener une action politique scientifique, c'est-à-dire clairement consciente à la fois des réalités sur lesquelles elle travaille, des objectifs qu'elle veut atteindre, et des moyens pour y parvenir ? C'est tout le problème d'une doctrine politique du parti, qui pose, en filigrane, le problème de la laïcité, sous ses divers aspects.

11 JUIN 1959

-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

I - QUELQUES RAPPELS HISTORIQUES : COMMENT SONT NÉS LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA PENSÉE SOCIALISTE

Il est bon d'abord de se demander comment sont nés historiquement le mouvement ouvrier et la pensée socialiste.

Ils sont liés à l'apparition d'une nouvelle forme d'économie : le capitalisme, et à la formation d'une nouvelle classe dominante, la bourgeoisie. Bourgeoisie et capitalisme apparaissent dès le XIIe siècle avec la formation, particulièrement en Italie, des « communes », qui affirment contre l'économie agricole de la féodalité un premier pouvoir des marchands et des artisans des villes. C'est à cette époque qu'apparaissent les premières révoltes d'ouvriers ; l'une des plus célèbres fut celle qui se produisit à Florence, en 1378, menée par tout le menu peuple de la ville, ceux qui étaient réduits à vivre au jour le jour en vendant leur force de travail. Dès cette époque, des hommes sont condamnés à mort pour avoir tenté de créer des « fraternités » entre ouvriers d'une même ville.

LES MANUFACTURES

Mais il n'existe vraiment des « ouvriers » en quantité importante qu'à partir du moment où se créent les premières « manufactures », vers le XVI^e et le XVII^e siècle. C'est à partir de là que commence la division du travail. En voici un exemple pris par **Marx** dans le développement d'une manufacture de carrosses :

« Un carrosse fut le produit collectif de travaux d'un grand nombre d'artisans indépendants les uns des autres, tels que charrons, selliers, tailleurs, serruriers, ceinturiers, tourneurs, passementiers, vitriers, peintres, vernisseurs, doreurs, etc. ... La manufacture carrossière les a réunis tous dans un même local où ils travaillent en même temps et de la main à la main. On ne peut pas, il est vrai, dorer un carrosse avant qu'il soit fait ; mais si l'on fait beaucoup de carrosses à la fois, les uns fournissent constamment du travail aux doreurs. tandis que les autres passent par d'autres procédés de fabrication.

Le tailleur, le ceinturier, le serrurier, etc... qui ne sont occupés qu'à la fabrication des carrosses perdent peu à peu l'habitude. et avec elle la capacité d'exercer leur métier dans toute son étendue ... La Manufacture estropie le travailleur, elle fait de lui quelque chose de monstrueux en activant le développement factice de sa dextérité de détail en sacrifiant tout un monde de dispositions et d'instincts producteurs, de même que, dans les Etats de La Plata on immole un taureau pour sa peau et son suif » (2).

D'un point de vue technique, ces Manufactures ont été un progrès par rapport à l'artisanat, mais elles se sont traduites aussi par une baisse des salaires (il était plus facile de former un ouvrier à une seule opération que de lui apprendre un métier comme dans les anciennes corporations), par une entrée massive dans les manufactures des femmes et des enfants (par cette séparation qui s'était opérée entre les tâches intellectuelles et les tâches purement manuelles).

La manufacture se caractérisait donc par :

- la concentration d'ouvriers à l'intérieur d'une même entreprise financée par un ou plusieurs marchands qui ont fourni les capitaux pour monter la manufacture,
- la division du travail.

Parallèlement, il y eut des tentatives d'organisation de ces ouvriers, par exemple dans les « compagnonnages » qui organisent la solidarité entre les ouvriers obligés d'aller chercher du travail d'une ville à l'autre (le Tour de France) ; ils sont aussi à l'origine des premières grèves au XVII^e et XVIII^e siècle pour protester contre la situation qui est faite aux ouvriers, dont on trouve maints exemples dans l'œuvre de **Marx**, dans les chroniqueurs du XIX^e siècle (par ex. **Villermé**), ou dans des romans comme ceux de **Zola** (*Germinal*, *l'Assommoir*).

Mais les ouvriers sont dispersés, encore peu nombreux (environ 600.000 sur 25.000.000 d'habitants. à la veille de 1789). Surtout, leurs révoltes sont spontanées, mais ne se posent pas la question essentielle : pourquoi ce progrès technique à côté de notre misère croissante ?

LA REVOLUTION INDUSTRIELLE

Le mouvement ouvrier ne va donc se manifester vraiment qu'à partir de l'apparition de la machine qui remplace la manufacture par l'usine : c'est la révolution industrielle des XVIII^e et XIX^e siècles.

C'est d'abord un immense progrès technique : navette volante en 1733, métier à tisser en 1785, machine à vapeur en 1775, procédé de fabrication de l'acier en 1784, etc. ; cela va se traduire par la création d'un prolétariat nombreux et concentré, qui va s'engager à partir du début du XIX^e siècle dans toute une série de revendications, de grèves et de luttes pour conquérir de meilleures conditions de vie et de travail, qui culminent par exemple dans les journées de Juillet 1830 et dans l'insurrection des canuts lyonnais en 1831.

Mais ces revendications, si elles sont parfois violentes, restent peu efficaces ; elles se poursuivent sans ordre, sans perspectives ; le prolétariat n'est encore pas organisé ; il n'a pas de chefs, pas de parti, pas de doctrine. Ses revendications restent anarchiques, et ne visent jamais à une remise en cause du capitalisme lui-même : elles restent souvent revendications d'un mieux-être dans le cadre du système existant ; ou elles s'égarer sur des réalités qui ne sont pas les vraies causes de la misère, par exemple dans les luttes menées contre l'introduction des machines (le « *luddisme* »). Il manquait encore au mouvement ouvrier une doctrine qui lui permette de prendre conscience de lui-même en tant que classe.

LE SOCIALISME UTOPIQUE

Parallèlement au mouvement ouvrier, se développait peu à peu la pensée socialiste. Elle est contemporaine de l'essor du capitalisme.

Cette pensée va d'abord s'affirmer sous une forme « utopique » : plusieurs penseurs, en constatant les maux de la société nouvelle qui se formait, élaborent des sociétés idéales où tout serait parfait et juste, et où l'égalité régnerait. L'un d'eux, **Tommaso Campanella** (1568-1629), imagine la mise en commun des biens et des propriétés dans la *Cité du Soleil*, où le travail cessera d'être une servitude.

« Dans la *Cité du Soleil* », écrit-il, « les besognes utiles, les travaux, les arts et les sciences, les diverses charges sociales, sont répartis de façon égale entre tous les citoyens, et il suffit d'un labeur quotidien de quatre heures ».

Plus tard, au XVIII^e siècle, d'autres portent leur attention sur la naissance d'une nouvelle classe : le prolétariat, « classe la plus nombreuse et la plus déshéritée » : **Saint-Simon, Fourier, R. Owen**, par exemple. Tous avaient saisi l'existence nouvelle du prolétariat et la nécessité qu'il y avait pour eux de s'occuper de ces gens misérables et souffrants ; et ils imaginaient, pour les soulager, des schémas de société idéale. Mais aucun n'avait saisi et analysé la cause profonde de cette misère et la nécessité d'une action politique pour la supprimer. C'étaient des rêveurs, des « utopistes ». Il n'est question que de meilleure répartition des produits entre les consommateurs dans le cadre du régime existant, mais jamais d'organisation nouvelle de la production et de toute l'économie. Ils ne fournissent pas au mouvement ouvrier la doctrine dont il a besoin.

Quant aux ouvriers, au cours de leurs luttes, ils prennent bien conscience de certains problèmes politiques mais l'essentiel de leurs revendications reste tourné vers les questions matérielles, sans une vue d'ensemble du problème. C'est ainsi que, malgré l'attitude de la police lors des grèves, les ouvriers n'aperçoivent pas encore le caractère de classe de l'État et qu'ils font confiance au Préfet ou continuent à délibérer en présence du commissaire de Police. Sur le plan économique, ils n'avaient comme programme que « l'association » ; les ouvriers devraient mettre leurs épargnes en commun, acheter avec cet argent des machines, travailler en commun et devenir les maîtres du marché par le jeu de la concurrence : c'est l'utopie des coopératives de production.

Tirons de cela quelques conclusions ;

1°) Le mouvement ouvrier et l'idée de socialisme n'ont pas existé de tout temps : ils sont liés à l'apparition d'un nouveau régime économique : le capitalisme ; ils sont l'expression de la protestation spontanée contre le capitalisme qui engendre la misère de la grande masse des travailleurs.

2°) Au cours de ses luttes contre le capitalisme, pour revendiquer de meilleures conditions de vie, le mouvement ouvrier n'arrive pas spontanément à la notion du socialisme, il peut aussi bien voir la solution à ses difficultés dans les coopératives de production, ou, plus tard, avec **Proudhon** dans ses mutuelles de crédit.

3°) Réciproquement, la pensée socialiste reste un rêve abstrait en dehors des réalités tant qu'elle en reste à un stade utopique, où l'on cherche seulement à améliorer les conditions de vie des ouvriers sans chercher à comprendre les causes profondes de leur misère en fonction d'un développement historique de la société, dont le capitalisme est une phase après l'esclavage antique et la féodalité du Moyen-Âge. Le socialisme n'est donc pas que l'aspiration généreuse à une société plus juste.

4°) Un problème est posé dès le départ : celui de l'attitude du mouvement ouvrier par rapport au progrès technique : faut-il accepter ce progrès ou essayer de l'enrayer pour revenir aux formes antérieures d'artisanat et de petite propriété individuelle ?

II - ABORDER LES PROBLEMES POLITIQUES AVEC UNE METHODE SCIENTIFIQUE

Marx va opérer, vers 1848, une révolution dans l'histoire du socialisme. Avec lui, le socialisme va cesser d'être une utopie arbitraire inventée par tel réformateur qui aurait pu surgir à n'importe quelle époque ; le socialisme devient une connaissance « scientifique » du mouvement historique, qui va donner un but et un sens précis au mouvement ouvrier.

Notre intention n'est pas de faire un exposé de la pensée de **Marx** : ce serait beaucoup trop long et compliqué, et ce n'est pas notre sujet. Il s'agit seulement, en utilisant certaines acquisitions que nous devons (entre autres) à **Marx**, de dégager quelques réflexions sur ce que peut représenter aujourd'hui pour nous une « science politique » qui oriente notre action pratique, et plus précisément sur la façon d'aborder les problèmes du socialisme avec une « méthode scientifique ».

1. - Juger des événements en les replaçant dans le mouvement historique

On fait de moins en moins de place dans les programmes scolaires à l'étude d'une histoire bien comprise et beaucoup en oublient dans la pratique la notion d'évolution historique. Fait paradoxal dans une société qui évolue rapidement : on oublie que la société se transforme et peut être transformée plus ou moins radicalement, et l'on imagine volontiers, de façon curieusement moyenâgeuse, que le monde d'aujourd'hui est plus ou moins éternel et qu'il sera toujours bâti sur la même mesure (Réflexions : « Il y a toujours eu des guerres, Il y en aura toujours », « Il y a toujours eu des pauvres et des riches », etc. Il est curieux de recueillir mille propos de ce genre chez l'épicier, au bureau, ou dans le tram).

Au contraire, une action « révolutionnaire » (qui veut transformer le monde, créer une autre société) ne peut pas reposer sur autre chose que sur la notion d'une évolution, d'un mouvement historique du monde et de l'humanité (4). On pourrait, toutes proportions gardées, comparer l'évolution de la société à celle d'un enfant. L'enfant ne peut pas faire n'importe quoi à n'importe quel âge : il lui faut doser les efforts ou les connaissances qu'il peut acquérir selon son degré d'évolution. De même, on ne peut pas faire n'importe quoi à n'importe quel stade d'évolution d'une société : il faut voir les choses dans leur mouvement, et savoir précisément où l'on en est au moment où l'on doit agir.

Exemples - a) Lorsque nous parlons de « classe ouvrière » ou de « classe bourgeoise », nous devons savoir ce que recouvrent exactement ces termes aujourd'hui ; il faut savoir que si la classe « ouvrière » reste bien une réalité, elle n'est plus une réalité identique à celle que **Marx** avait analysée au XIXe siècle, elle a évolué, elle s'est transformée ; nous devons être conscients

* du point de départ

* du processus d'évolution et de ses causes

* du point d'arrivée (aujourd'hui) qui n'est pas définitif.

b) On a beaucoup reparlé depuis quelques années de « 1936 », de l'« unité », du « Front Populaire » sans se rendre assez compte que beaucoup de choses avaient changé depuis plus de 20 ans, et que, dans une situation nouvelle, devaient être élaborés des mots d'ordre nouveaux et de nouvelles formes d'unité. On a souvent vécu sur une nostalgie de « 36 » qui a fait oublier les réalités d'aujourd'hui et qui a conduit à des erreurs d'évaluation et de tactique (voir : rapports PCF-SFIO). (Sans oublier d'ajouter que l'on a abondamment déformé, à travers cela, la réalité de ce qu'a été le Front Populaire = oubli de l'histoire et du mouvement historique),

c) Certains vivent encore dans la nostalgie de la « grève générale », méprisant toute forme de grève plus partielle, sans paraître se demander si les conditions qui ont autrefois rendu possible une telle forme d'action ne se sont pas transformées et n'exigent pas aujourd'hui de nouvelles méthodes de lutte syndicale ou politique.

Ainsi on arrive à vivre sur le passé (« l'histoire » ridiculement comprise comme étant du « passé », sans répercussion sur le présent, donc sans autre intérêt que d'érudition pure), sur des mythes, des nostalgies, en oubliant que le militant révolutionnaire réalise sa volonté de transformer le monde en se saisissant à bras-le-corps des réalités sociales d'aujourd'hui, dans leur mouvement, pour orienter ce mouvement, comme le nageur se laisse porter par le courant en même temps qu'il le maîtrise pour atteindre son but.

2. - Avoir une vue d'ensemble des problèmes

a) « Mondialisation » des problèmes et réalités particulières

* Autrefois on pouvait penser en termes de village, de ville (autonomie des communes), ou de nation (autarcie de la France jusqu'en 1939).

* Aujourd'hui, c'est devenu progressivement de plus en plus difficile depuis le XIXe siècle. La vie de tout le globe est inextricablement mêlée. Exemple : un coup d'État en Egypte ou en Irak peut bouleverser

l'économie de l'Angleterre en lui coupant ses ressources de pétrole. Une insurrection à Cuba suscite des inquiétudes très fortes aux USA, etc.

Par conséquent : 1) L'expérience personnelle ne suffit plus. Autrefois, la sagesse du paysan pouvait reposer sur sa seule expérience concrète de la vie, et être très profonde. Aujourd'hui, il faut passer aussi par une connaissance plus intellectuelle de toutes les choses dont je n'ai pas une expérience directe.

2) Il n'est plus possible à un seul individu d'acquérir une connaissance encyclopédique, à la différence du Moyen-Âge ou de la Renaissance (4) ; la connaissance nécessite un travail plus collectif, d'une communauté d'hommes orientés vers les mêmes buts (ce qui ne diminue pas du tout, au contraire, l'effort personnel).

On ressent donc, à partir de ce premier fait, la nécessité qu'il y a pour nous à connaître très exactement l'évolution générale du monde, les répercussions qu'ont, sur notre situation particulière, les faits internationaux politiques, scientifiques, etc. (Ce n'est pas un hasard si des questions comme le lancement des Spoutniks, la Conférence de Genève, la mort de Foster Dulles ou les questions du Moyen-Orient prennent une telle place dans l'information quotidienne).

* Cela ne doit pourtant pas nous conduire au réflexe que l'on rencontre fréquemment : « *De toute façon nous n'y pouvons rien, cela dépend des Russes et des Américains* », qui est une attitude trop facile de démission. La prise de conscience de la « mondialisation » des problèmes ne doit pas nous éloigner de la connaissance de notre situation particulière, européenne, française, lyonnaise, sur laquelle nous avons une prise directe. Il semble évident que nous ne connaissons pas assez la réalité de nos quartiers et de nos entreprises : les organisations qui font la vie du quartier, les problèmes de logement et d'éducation, la nature des entreprises de la région, l'économie locale, les relations (le marché) de ces entreprises, etc. (5).

Il faut donc concilier ces deux exigences complémentaires : connaissance et des données locales et des données mondiales de notre action, et savoir juger l'importance des unes et des autres avant de se mettre en route. Par exemple, nos discussions sur le Mouvement de la Paix seraient moins passionnées ... et nos positions sur Berlin seraient plus claires si elles étaient introduites plus objectivement sur la base d'une connaissance plus approfondie des réalités locales et internationales.

b) On ne peut pas isoler un fait

Un fait (par exemple : les tortures en Algérie) doit, bien sûr, être d'abord connu et étudié en lui-même, mais on n'a pas fait l'essentiel tant qu'on n'a pas établi les relations, les rapports qui unissent ce fait à d'autres, plus ou moins proches, que nous connaissons. Ne pas établir ces relations, ne pas les comprendre conduit à un jugement faux. Dans l'exemple pris (les tortures), isoler le fait conduit à condamner l'officier qui torture, sans voir plus loin, alors qu'il aurait fallu replacer l'officier à la fois dans sa situation concrète en Algérie et dans le contexte général de la guerre qui conduit à l'emploi de la torture : on est alors conduit à d'autres jugements et d'autres condamnations.

Ainsi, en jugeant sur un fait isolé, on est conduit à des attitudes contradictoires : condamner les tortures mais approuver politiquement les hommes politiques qui mènent la guerre ; condamner telle plaie sociale mais voter Indépendant, M.R.P., ou Radical ; ou défendre une position dans son syndicat et une autre dans son parti, etc.

c) On ne juge pas, dans le domaine politique, en fonction de l'individu, mais des masses

Il n'est pas possible de juger des réalités politiques, et de faire des choix politiques, en fonction des seules réalités particulières, individuelles, que nous voyons autour de nous, et qui ont quelque chance d'être une image faussée de la vérité. « Les gens de mon quartier », ou « les militants de mon usine » sont une matière première de ma réflexion, mais ils ne peuvent être la seule, car ils ne sont pas forcément « représentatifs » des réalités objectives. Il faut aller au-delà.

« La classe n'est pas une réalité toute faite, immédiatement constatable, simple. Seule la théorie des classes permet de comprendre la réalité sociale, ce qui se passe autour de nous. Les classes, dans la société moderne, ne sont pas immédiatement visibles. La société dans laquelle les classes sont indiquées par des insignes extérieurs (comme autrefois le cheval et l'épée de la noblesse) est une société de « caste », forme particulière et cristallisation d'une société divisée en classes. Sous la monotonie apparente de la vie sociale, sous les vêtements et les revêtements, le regard attentif discerne aujourd'hui les classes : petits-bourgeois,

ouvriers, etc. Mais, pour atteindre et définir cette réalité, il faut soulever un voile ; les rivalités des individus, les sentiments multiples qui ne les relient qu'en les opposant les uns aux autres, dissimulant souvent à l'observateur et à eux-mêmes la classe, dont ces individus font partie. Même dans la société actuelle se développe un ensemble d'apparences qui trompe l'observateur superficiel, volontairement dupe. Pour des raisons objectives et nombreuses, cette société apparaît comme un continu social : comme un empilement de « strates ». Les classes semblent disparaître. Et c'est là-dessus que jouent ceux qui, pour la défense des intérêts de la classe dominante, nient l'existence de la classe ou des classes dominées, ou des classes en général - et travaillent pratiquement à les disperser en individus, en groupes concurrents, et à paralyser leur conscience de classe » (6).

3. - Il faut donc passer à une explication scientifique générale des choses. En quoi consiste-t-elle ?

L'apport de **Marx** au XIXe siècle a consisté principalement en ceci : il a remplacé une critique sentimentale anarchique du capitalisme par une critique scientifique qui démontrait le mécanisme de l'exploitation capitaliste et expliquait la raison de la misère des ouvriers (7).

Il est bon de rappeler que lorsqu'il introduisit par exemple, dans une discussion, sa distinction entre le « travail » et la « force de travail » (8), il fut accueilli par des injures par ceux qui s'appelaient les « Communistes égalitaires » et qui traitèrent Marx de « savant arrogant », d'« intellectuel », ou encore de « théoricien » dont il fallait « se méfier », réaction ouvriériste à laquelle Marx répondait justement : « *On trompe le peuple en l'agitant sans fonder son activité sur des bases solides. S'adresser aux ouvriers sans avoir des idées scientifiques, c'est transformer la propagande en un jeu absurde, sans scrupule ; cela suppose d'une part un apôtre absurde brûlant d'excitation, et de l'autre des ânes absurdes l'écoutant la gueule ouverte* » (9).

En quoi consiste donc cette attitude scientifique en politique ?

A. Insuffisance de certaines conceptions « socialistes ».

Une attitude politique « scientifique » commence par une critique d'attitudes spontanées que nous avons tous, les uns ou les autres, mais qu'il nous faut, à un moment donné, raisonner et modifier consciemment.

J'imagine des militants s'énervant ou se décourageant en lisant cela : « On se fiche de nous ; Si c'est ça le Parti ! On n'est pas venus pour ça, et puis c'est trop difficile, pour nous ! ». Bien sûr : ils ont peut-être l'impression de ne pas retrouver dans ces mots de « science », de « raison », etc l'aspiration originelle fondamentale qui les a poussés à adhérer au Parti : la volonté de lutter contre la misère, contre la guerre d'Algérie, contre l'exploitation de l'homme par l'homme. Là doit être le point de départ, sinon la « politique » n'est plus qu'une question de « carrière », d'« arrivisme ». Mais le Parti a pour but d'organiser cette protestation pour la développer et la faire aboutir à un changement. Pour cela, il faut apprendre, connaître, réfléchir, pour agir plus efficacement.

Revenons à notre critique du « socialisme » spontané. Retenons-en trois aspects :

a) Critiquer les utopies

Insuffisance de toute option « socialiste » qui ne serait qu'une utopie généreuse, une volonté vague de vivre autrement, un désir mal formulé d'un autre monde. C'est un aspect de la pensée socialiste, mais il faut savoir critiquer ces utopies, sinon c'est le « socialisme des rêveurs » qui peut mener à toutes les mystifications : le rêve du bonheur pour tous par le progrès technique, par exemple. (10).

b) Le socialisme « clérical »

Une autre variante du socialisme est celui que l'on pourrait appeler « socialisme clérical », c'est-à-dire le propre de gens qui diraient : « je suis socialiste parce que chrétien, ou parce que bouddhiste ».

Exemple : ceux qui voient dans la *Bible* des références au socialisme.

Peut-être ont-ils raison de voir dans leur croyance une raison supplémentaire d'être socialistes ; peut-être est-il vrai, pour le croyant chrétien ou bouddhiste, que croire en son dieu implique que l'on croie à l'avenir du socialisme.

Mais ce n'est pas là une raison suffisante pour fonder une lutte politique dans un monde qui est loin de se rallier entièrement aux raisons du chrétien ou du bouddhiste.

C'est, sur le plan politique, un raisonnement analogue à celui qui dirait : « je crois que la terre est ronde parce que c'est dans le catéchisme ». Non, je crois que la terre est ronde parce que l'expérience scientifique des géographes et des astronomes a démontré qu'elle l'était, à ma raison.

Cette façon de fonder le socialisme est une attitude semblable à celle des chrétiens qui condamnaient **Galilée** lorsqu'il disait que la terre tournait autour du soleil, au nom de prétendus textes bibliques, ou qui condamnent la théorie de l'évolution au nom de l'histoire d'Adam et Ève, ou qui condamnent aujourd'hui le socialisme au nom d'un dogme catholique. Nous appelons cela du cléricalisme.

Dire « socialiste parce que chrétien », c'est faire du cléricalisme socialiste ou cléricalisme de gauche. Il est aussi critiquable que l'autre, il faut fonder le socialisme sur des raisons plus objectives.

c) Le socialisme n'est pas une idéalisation de la classe ouvrière

Nous avons déjà fait allusion à l'« ouvriérisme ». De telles réactions ouvriéristes ont existé normalement de tout temps dans le mouvement ouvrier ; elles ont souvent suscité à l'extérieur des méfiances : il y a des gens qui s'imaginent que les socialistes veulent transformer le monde pour le refaire à l'image des ouvriers tels qu'on les connaît aujourd'hui. C'est absurde : ce que veulent les socialistes, loin d'idéaliser la classe ouvrière, c'est créer une société où il n'y ait plus de classe ouvrière ; on n'adore pas ce qu'on veut supprimer. Lorsque nous affirmons donc que la classe ouvrière est le moteur de la lutte pour le socialisme et que le Parti doit permettre son expression y compris dans ses couches les plus basses culturellement, gardons-nous de laisser croire pour autant que nous considérons, les « couches les plus basses » du pays comme l'idéal et le type d'homme à promouvoir. C'est un autre type d'homme que veut promouvoir la lutte socialiste. Le contraire ne serait qu'un grossier paradoxe, et la négation de tout ce que l'on a appelé « l'aliénation » de l'homme en régime capitaliste. La véritable divergence est entre ceux qui ne pensent à construire un nouveau Parti socialiste qu'à partir des « élites » actuelles, et ceux qui estiment qu'il faut passer par une promotion politique et culturelle de la masse des travailleurs : on ne fera pas le socialisme « pour eux », ils seront amenés à le faire eux-mêmes, ou alors on s'acheminera vers une solution « technocratique » aux problèmes du capitalisme, assez proche de ce qu'ont décrit certains romans d'anticipation (11).

Ce fait aussi devrait être un appel pour les militants à élever leur niveau de culture et de réflexion par un travail régulier, avec l'aide du Parti.

B. Qu'est-ce qu'une science ?

Prenons tout de suite un exemple : les expériences de Pasteur sur la « génération spontanée », en 1864.

À cette époque encore, beaucoup de gens, même des savants sérieux, croyaient à une génération spontanée des êtres, ainsi formulée par un médecin : « *Si l'on comprime une chemise sale dans l'orifice d'un vaisseau contenant des grains de froment, le froment sorti de la chemise sale, modifié par l'odeur du grain, donne lieu à la transmutation du froment en souris après vingt et un jours environ* ».

Pasteur va montrer que cette génération nouvelle (fermentation, etc.) est toujours due à la présence de « germes » et non à une sorte de miracle. Pour cela, il réalise des « expériences » : il met un liquide dans des vases différents, les uns ouverts à l'air, où les germes peuvent se déposer, les autres ouverts mais de façon que les germes ne puissent pas atteindre le liquide préalablement bouilli ; et il montre facilement que dans les premiers il y a fermentation, alors que dans les deuxièmes le liquide reste pur.

Comment a donc procédé Pasteur ?

a) Il acquiert d'abord une connaissance des faits (les expériences faites ; ce qu'on a dit de la question ; les expériences qu'il fait lui-même, etc.).

b) Il analyse ces faits, et il conclut : « Il n'y a pas de génération spontanée ». Donc, à partir d'expériences en nombre limité, il arrive à une conclusion générale ; il généralise.

c) Par là, il acquiert une puissance, une domination sur la matière étudiée. À partir des expériences de Pasteur, on pourra isoler un certain nombre de germes, donc lutter contre certaines maladies, les guérir.

Ainsi procède la démarche scientifique. On peut penser à beaucoup d'autres exemples : comparons la réaction spontanée du malade, impuissant à lutter efficacement parce qu'il ne connaît pas la cause de son mal, et la réaction du médecin qui a appris à détecter la maladie et à la guérir (Pas toujours ! : la science évolue et est loin d'être achevée). Pensons, sur un autre plan, à ce fétichisme de l'or dont les Espagnols eurent tant à se plaindre : on a longtemps cru que la monnaie représentait en elle-même une richesse, d'où les recherches des alchimistes, la course aux mines d'or, etc. Or, lorsque les Espagnols eurent découvert en Amérique des quantités d'or, ils estimèrent que maintenant, ils étaient riches ; ils cessèrent de travailler, croyant que l'or était en lui-même une richesse ; bien vite ils furent ruinés : ils ne savaient pas que l'or n'a qu'une valeur d'échange (que l'on a pu remplacer sans difficulté par des billets de papier). Ils n'avaient pas une connaissance scientifique de la monnaie : c'est ce qui les a ruinés.

C. Appliquer une méthode scientifique au domaine économique et politique

'Ne sommes-nous pas parfois inconsciemment portés à croire à un « socialisme spontané », comme d'autres ont cru à la « génération spontanée » ? Comme Pasteur, nous avons à faire des analyses, des réflexions, des expériences pour savoir comment faire naître le socialisme ; en d'autres termes, nous avons besoin d'une doctrine économique, politique, sociale, scientifiquement étayée et constamment vérifiée à partir des faits. C'est une telle doctrine que **Marx** avait construite, il y a un siècle, et que nous devons refaire aujourd'hui à partir de nos réalités contemporaines.

Cela suppose, d'une part un travail de réflexion personnelle de chaque militant, d'autre part des structures de Parti adaptées.

4. - Quelques précisions

Nous avons parlé de « science politique », de méthode « scientifique » pour arriver au socialisme, d'attitude politique « scientifique ». Précisons pour terminer : 1) que « doctrine » ne veut pas dire une sorte de catéchisme politique auquel il suffirait de se référer pour réussir une opération politique ; 2) qu'il ne peut s'agir pour notre nouveau parti d'adopter une doctrine toute faite et de la plaquer artificiellement sur son action pratique. Il s'agit de prendre conscience de la nécessité de cette réflexion doctrinale individuelle et collective, et c'est à partir d'une expérience et d'une action qui iront en s'étendant que nous forgerons cette nouvelle doctrine.

En effet :

a) Qui dit « science » ne dit pas « infailibilité »

La science n'est pas un absolu définitivement achevé et parfait ; la science évolue et les connaissances scientifiques changent et se transforment constamment : quoi de commun entre l'idée qu'on se faisait de la matière il y a un peu plus d'un siècle ((la matière immobile, statique), et celle que l'on s'en fait aujourd'hui (la matière composée d'atomes en mouvement, etc.) ?

Cela est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit, non plus de sciences « exactes », mais de « sciences humaines », de « science politique ».

b) Il n'y a pas « science » sans « action »

La « science politique » implique l'action politique de masse.

Quel serait l'intérêt d'une science chimique abstraite s'il n'y avait pas d'industrie chimique, qui applique cette science, et en même temps la développe, la pousse à de nouvelles découvertes, l'universalise aussi (en l'appliquant à d'autres domaines : la médecine, etc.) ? On peut dire qu'une science ne se développe vraiment que lorsqu'elle est poussée par des besoins sociaux impérieux : ainsi il paraît que les anciens Grecs avaient trouvé le principe de l'application de la vapeur à la production de l'énergie, mais ils ne s'en sont pas servi, et l'invention est tombée dans l'oubli, car les Grecs avaient des esclaves : aucun besoin de machine à vapeur.

Il en est de même de la science politique. Elle n'a de sens qu'en liaison avec une action politique ; elle ne peut pas rester abstraite, gratuite ; elle ne vit et ne se développe que si elle est poussée par des militants avides de comprendre et d'étudier.

c) « La force des choses »

Enfin, il faut ajouter que la « science politique », – de même qu'elle ne peut remplacer l'action des masses, mais ne fait que l'exprimer, la rationaliser, l'orienter – est souvent bouleversée et dépassée par l'évolution des rapports de force ; elle ne reste jamais que « relative » ; elle est un moyen, une méthode absolument nécessaire, même aux militants de base, jamais un but et un tout en elle-même. **Henri Lefebvre** exprime bien cette idée à propos de la période 1936-1939 :

« Dès 1937, la politique internationale prenait une analogie de plus en plus grande avec un poker forcené. Qu'elle était loin l'illusion d'une politique scientifique, d'une certitude politique fondée sur une analyse rationnelle des rapports de force, et d'une distinction rigoureuse entre le jeu et l'action ! Il y avait des chances, quelques chances, d'éviter la guerre, et beaucoup de chances que la guerre fût proche. Il ne pouvait être question que de probabilités. Comme au jeu. On jouait donc. On pariait pour la paix ou pour la guerre, en connaissant certaines cartes de l'adversaire, en ignorant les autres, la guerre pouvant d'ailleurs se représenter comme l'instant où « l'autre » cesse de jouer et veut faire main-basse sur les énormes enjeux sans avoir gagné, instant improbable selon la règle du jeu, mais très probable dans un jeu où l'adversaire n'admet la règle que si elle lui sert » (12).

La vie est première.

d) Un exemple : l'U.R.S.S.

Il est indéniable que **Marx** a voulu – et il y a sans doute largement réussi – élaborer une théorie scientifique de la lutte des classes pour le socialisme, une méthode d'analyse des réalités qui, dialectique, rende compte de leur évolution profonde.

Pourtant – ou plutôt : en tant même que « savant » – **Marx** n'a jamais pensé qu'il était infaillible et qu'il fallait considérer comme parole d'évangile le moindre de ses mots. Cette absence d'infaillibilité ne remet nullement en cause la nécessité d'une « science » de l'action politique ! et elle n'est gênante que pour les « dogmatiques » pour qui, comme disait quelqu'un, « la citation est le plus court chemin d'une pensée à une autre ».

Un bon exemple de ceci est le développement de l'U.R.S.S. **Marx** avait pensé que la révolution se ferait d'abord dans les pays européens techniquement les plus avancés (Allemagne, Angleterre), et ayant « une tradition de démocratie bourgeoise » que remplacerait une démocratie socialiste supérieure. Bien plus, il semble que, vers 1890, **Engels** ait déconseillé aux communistes russes de s'orienter vers une révolution socialiste, alors qu'ils n'étaient pas passés par un stade de développement capitaliste.

Or, que s'est-il passé ? La révolution socialiste s'est faite d'abord en Russie, c'est-à-dire dans un pays :

- où le capitalisme était beaucoup moins développé qu'ailleurs en Europe ;
- où il n'y avait pas de tradition démocratique, même bourgeoise.

Par ailleurs, contrairement à la thèse de la révolution mondiale, la révolution russe est restée isolée et n'a pas été suivie par les prolétariats allemand, français, italien, etc.

C'est bien là le meilleur exemple que la « science » politique ne peut pas être figée, définitive, absolue, mais qu'elle évolue, comme toute science, en fonction des réalités sociales en mouvement, s'enrichissant et s'approfondissant sans cesse, et trouvant parfois des applications pratiques imprévues.

Cela nous dicte, sur ce problème particulier de l'U.R.S.S., un type d'attitude qui condamne aussi bien l'anti-soviétisme systématique (comme dit **Lefebvre**, « l'anti-stalinisme de principe est aussi bête que le stalinisme » (13) que l'attitude consistant à se référer constamment à l'U.R.S.S., à en faire le « modèle », le « guide », « l'exemple », etc. L'U.R.S.S. est une expérience socialiste très importante qu'il faut connaître et analyser en tant que telle et dans toutes ses conséquences.

Mais nous avons notre propre but à déterminer, en fonction d'une analyse objective, scientifique des réalités sociales qui sont les nôtres. L'U.R.S.S. est une expérience de socialisme, la première, mais elle n'est pas le socialisme, et sa présence ne saurait remplacer notre propre effort de pensée, d'action et d'organisation.

CONCLUSION : SOCIALISME et LAÏCITÉ

En conclusion :

1°) Il est nécessaire pour le militant, en tout premier lieu, d'étudier de façon rationnelle, scientifique, les réalités sociales dans leur mouvement historique. Sinon, on s'abandonne vite à des mythes qui viennent compenser les déceptions et les échecs : pour les uns le racisme, l'antisémitisme, le nationalisme ; pour d'autres, le socialisme sans douleur et sans problèmes de l'U.R.S.S., l'unité sentimentale de la classe ouvrière (14), etc. 2°) Cette science politique ne peut pas se figer dans un dogme : elle doit exprimer la réalité dans ses changements ; c'est plus une « attitude scientifique » devant la réalité que la possession définitive d'une connaissance ; c'est une méthode et non une philosophie ou une religion.

Et on peut se demander, pour finir, si cette attitude scientifique devant les faits n'est pas l'essentiel de la laïcité dans notre Parti.

La laïcité est « tolérance », c'est vrai, si l'on entend par là que l'on distingue bien les domaines : celui de la philosophie (ou de la religion), et celui de l'action politique ; et que le Parti ne se reconnaît pas le droit d'intervenir dans la vie religieuse ou personnelle de ses membres. Cela demanderait d'ailleurs à être longuement précisé. Ce n'est pas notre sujet.

Mais si la laïcité n'était que « tolérance », loin d'être un progrès, elle serait une régression d'un siècle en arrière vers une laïcité à la **Jules Ferry**, selon laquelle par exemple un maître, avant de parler, devait se demander « *s'il se trouve un seul honnête homme qui puisse être froissé de ce qu'il va dire* », « *si un père de famille peut refuser son assentiment à ce qu'il va dire* ». Ceci conduit à mettre entre parenthèses un certain nombre de problèmes-clés sous prétexte de ne choquer personne.

Cette laïcité avait un sens progressiste au siècle dernier : lorsqu'il fallait détacher l'État et l'école de l'idéologie féodale imprégnée de catholicisme et souvent confondue avec lui. Aujourd'hui il faut refaire le même travail vis-à-vis de la bourgeoisie dont l'idéologie imprègne les structures de l'État, de l'école et de la société en général. Pour cela, **Jules Ferry** ne nous suffit plus : il nous faut « *une laïcité ouverte qui tienne compte des changements radicaux qui interviennent dans la société et qui s'oppose à ce qu'on pourrait appeler avec **Jaurès** une laïcité captive et refroidie* » (15).

Sur le plan du Parti, la « tolérance » est certes nécessaire, en tant que distinction des domaines philosophiques (ou religieux) et politiques ; mais elle reste négative si elle ne conduit pas à un accord sur une analyse objective scientifique qui nous réunisse à longue échéance sur des buts économiques et politiques communs, quelles que soient par ailleurs les options de chacun.

C'est le sens de la phrase, tant citée dans la Fédération, qui disait que « *le mouvement ouvrier, dans sa majorité, a été jusque là animé par une philosophie athée ; il nous appartient de la remplacer par le principe de laïcité* » (16) ; le Parti, en tant que tel, ne peut pas se prononcer pour ou contre une philosophie athée ou religieuse, et notre originalité est précisément d'affirmer, contrairement à la tradition socialiste, que socialisme et athéisme ne sont pas indissolublement liés et rien ne nous dit qu'il soit nécessaire de passer par l'athéisme pour instaurer le socialisme.

C'est donc en tant que Parti le principe de laïcité qui doit nous guider : le souci d'étudier rationnellement, scientifiquement, avec méthode, les réalités sociales sur lesquelles nous voulons agir pour les transformer. Nous pouvons, sur cette base, entraîner la masse des travailleurs dans notre lutte révolutionnaire.

NOTES :

- (1) reproduit depuis à part dans une brochure des Editions Sociales : *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*.
- (2) K. Marx, *Le Capital*, Ed. Sociales, Livre I, Tome II, p. 28, 49, 50.
- (3) Contrairement à ce que l'on croit quelquefois, cette notion n'a rien de spécifiquement matérialiste. Affirmée par des matérialistes (Darwin, Marx ...) elle l'a été avec autant de force par des théologiens comme Newman, Teilhard de Chardin et beaucoup d'autres.
- (4) - On dit qu'un jeune savant du XV^e siècle (Pic de la Mirandole) possédait à peu près toutes les connaissances scientifiques et philosophiques de son temps, parlait une vingtaine de langues, etc. Serait-ce possible aujourd'hui ?
- (5) - C'est un travail qu'a commencé pour Lyon la Commission Économique Fédérale ; on ne peut que l'encourager à poursuivre dans ce sens.
- (6) Henri Lefebvre, Pour connaître la pensée de Karl Marx, pp. 53-54.
- (7) Nous renvoyons ici aux cours de formation fédéraux qui ont développé ces questions.
- (8) L'ouvrier ne vend pas son travail mais sa force de travail, distinction capitale sur laquelle repose en partie la critique économique de l'exploitation capitaliste.
- (9) Cité par H. Lefebvre. Pour comprendre la pensée de Karl Marx, p. 146.
- (10) Les thèses d'André Philip sur le socialisme comme idéal moral contiennent une ambiguïté du même type. Cf. : Perspectives Socialistes, n° 24, Mai 1959, p. 15, note 1.
- (11) Cf. par exemple : R. Bradbury, Fahrenheit 51.
- (12) H. Lefebvre, La Somme et le reste, p. 485.
- (13) Cf. Ibid. p.497.
- (14) Cf. sur ce point une étude déjà parue : Transformations de la classe ouvrière, mythe et réalités, par Colette Guichard.
- (15) Cette citation, de Jean Bruhat, est extraite d'une étude parue dans « Laïcité et paix scolaire » (éditée par la Fédération protestante de l'enseignement). Cet ouvrage est cité à plusieurs reprises dans l'excellente étude de Melle Singer, Le contenu social de la laïcité, parue dans Syndicalisme Universitaire, organe bimensuel du S.G.E.N. (C.F. T.C.), n° du 30.1.1959.
- (16) - Chazalettc, Guichard, Tamburini, - Pour un parti révolutionnaire ..., p. 21.